

## LE MOUVEMENT FEDERALISTE DANS LE MIDI DE LA FRANCE

### Réaction anti-jacobine ou croisade méridionale ?

Le mouvement anti-jacobin qui parcourait les provinces françaises pendant l'été de 1793 comptait parmi ses partisans les plus engagés les départements du Midi. Ailleurs le mouvement regroupait ses militants dans les grandes villes et les métropoles régionales, telles Bordeaux, ou Lyon, ou Caen. Dans le Sud-Est, par contraste, les villes se disputaient l'honneur de mener l'opposition contre la politique nationale, et Marseille et Nîmes, Aix et Toulon levaient à leur tour l'étendard de la révolte. Ce qui est peut-être même plus significatif, les campagnards faisaient cause commune, phénomène très rare dans la plupart des autres régions. Lyon, par exemple, manquait presque totalement de partisans parmi les bourgs et les petites villes du Beaujolais et de la Bresse, où son nom même semblait sentir le royalisme<sup>1</sup>. Bordeaux pourrait paraître mieux placée pour exploiter sa position économique et administrative dans les pays aquitains. Mais sa propagande dans les communes rurales de la Gironde n'évoquait que peu de réponses : sur 559 communes, 130 seulement acceptaient de suivre la Commission Populaire dans la voie de l'illégalité<sup>2</sup>. Quel contraste, donc, dans les villages de Provence et de l'ancien Comtat, où la croisade des Marseillais jouissait d'une popularité généralisée ! Pour l'historien du Midi de la France deux questions se posent. D'abord, qu'était ce « fédéralisme » de Quatre-vingt-treize qui inspirait ces loyautés exceptionnelles ? Et en second lieu, pourquoi le Sud-est y répondait-il avec un enthousiasme sans équivalent dans les autres régions de l'hexagone ?

Le caractère essentiel du fédéralisme résiste à une définition précise. Car il n'est pas tout à fait établi qui était et qui n'était pas « fédéraliste » au cours de l'été 1793. Si l'on croyait aux revendications des grands centres anti-jacobins eux-mêmes, on formerait vite l'impression qu'ils se trouvaient au premier plan d'un grand mouvement de masse implanté partout en France. Dans leurs journaux et leurs placards, ils parlaient fièrement des

---

1. R.C. COBB, *Reactions to the French Revolution* (Oxford, 1972), pp. 51 ff.

2. P. BECAMPS, « Girondins et Montagnards bordelais » dans F.-G. Pariset (ed.), *Bordeaux au dix-huitième siècle* (Bordeaux, 1968), p. 413.

soixante ou soixante-six départements qui partageaient leur avis. Ces chiffres ne sont pas, bien sûr, dénués de toute vérité. Les chefs de la rébellion avaient envoyé dans les départements environnants des commissaires soucieux de ramasser le plus de soutien possible et de réduire le danger politique et la vulnérabilité militaire de leur situation. Ils accueillaient chaleureusement n'importe quel envoyé de l'extérieur qui pouvait leur offrir soutien et espoir. Mais les conclusions qu'ils tiraient de ces expressions de sympathie fraternelle étaient absurdement optimistes. Une déclaration générale de solidarité ne se traduisait que rarement en assistance pratique. Au maximum, quarante-neuf départements étaient amenés à protester contre la proscription des Girondins, contre trente-deux qui offraient un soutien immédiat aux Jacobins au lendemain du 31 mai. Et de ces quarante-neuf départements, treize seulement poursuivaient leur résistance au bout de quelques jours. La liste de ces activistes n'est pas sans intérêt, car elle nous démontre une implantation géographique au niveau départemental qui pourrait surprendre. Les Bouches-du-Rhône sont là de notre région, bien sûr, ainsi que le Gard ; mais sur le plan départemental, c'est le Nord-Ouest et non pas le Sud-Est qui s'impose. Sur treize départements en rébellion sept étaient de la Bretagne, de la Normandie, et du Maine. Le mouvement fédéraliste ne jouissait jamais d'un soutien national ; mais il était moins étroitement régionalisé que certains l'ont pensé<sup>3</sup>.

Dispersé d'une façon inégale sur le territoire de la France, le fédéralisme était quand même marqué par un discours commun et par des obsessions politiques largement partagées. Ce discours était plus négatif que positif, même s'il devenait plus idéologique avec le passage du temps. Mais pour l'historien, il a le grand mérite d'être très nuancé, très suggestif. Il nous convainc, par exemple, que le fédéralisme n'était en rien une extension clandestine d'un monarchisme discrédité. Les Lyonnais, il est vrai, devaient se servir de certains anciens officiers du Roi pour se défendre pendant le siège qui suivait de près leur insurrection ; mais dans les pamphlets et les papiers des sections en révolte, on cherche en vain des traces d'un esprit manarchien ou ouvertement contre-révolutionnaire. Dans la plupart de ces villes, les meneurs de la révolte avaient eux-mêmes joué un rôle considérable dans la politique municipale, et plusieurs d'entr'eux avaient figuré parmi les chefs patriotes en 1789 et 1790. De façon semblable, l'historien doit rejeter toute notion de séparatisme ou de mouvement véritablement « fédéraliste » dans ses buts. Il y avait, il est vrai, dans le Sud de la France un esprit particulariste, une sorte de chauvinisme régionaliste, qui aurait désiré le regain d'une partie de l'autonomie perdue<sup>4</sup>. Mais Isnard et Barbaroux

3. P. HANSON, « The Federalist revolt of 1793 : a comparative study of Caen and Limoges » (Berkeley Ph. D., 1981), pp. 40 ff.

4. C. LUCAS, « The problem of the Midi in the French Revolution », dans *Transactions of the Royal Historical Society*, 1978, pp. 2 ff.

commettaient une erreur politique de premier ordre quand ils évoquaient chaleureusement l'idée d'une future république du Midi et parlaient sérieusement d'une structure fédérale pour le pays<sup>5</sup>. Cette notion manquait de popularité dans le Midi, dans les campagnes comme à Marseille elle-même.

En quoi donc consistait cet esprit « contre-révolutionnaire » si fréquemment détecté par les Montagnards ? Nous faut-il le considérer comme de la propagande pure, comme une invention maline de la presse jacobine ? Cela serait plutôt simpliste. Quand les Jacobins dénonçaient leurs adversaires pour leur langage immodéré, pour leur manque de respect pour les institutions de la République, pour leur esprit attentatoire à l'unité nationale, le moins qu'on puisse en dire est que les fédéralistes leur fournissaient des arguments abondants. Même si les villes en révolte faisaient de leur mieux pour ne pas s'allier directement avec les rebelles de la Bretagne ou de la Vendée, le fait qu'elles lançaient leur défi contre Paris au moment même où la sûreté de la nation était si visiblement menacée par la guerre civile ne pouvait qu'enflammer l'opinion jacobine. En plus, elles interrompaient le passage des troupes nationales et l'exécution des réquisitions militaires à un instant où le sort des frontières et l'intégrité de la nation étaient nettement en jeu. Il est vrai que la plupart des villes en révolte ne faisaient rien pour affaiblir les armées dans l'Ouest, car on ne voulait pas se confondre avec les vrais contre-révolutionnaires de la Vendée. Mais monter une insurrection en pleine guerre était une entreprise périlleuse : n'importe quel gouvernement se serait vu obligé de réagir avec fermeté et rigueur. Etant donné la ferveur patriotique qui était inhérente à l'esprit de la Révolution, il était à prévoir que les Montagnards se serviraient de tout l'arsenal propagandiste que le nationalisme leur fournit.

En effet, les fédéralistes étaient deux fois coupables – par les circonstances et l'envergure de leur rébellion, bien sûr, mais aussi par le langage dont ils se servaient pour se justifier aux yeux d'autrui. Dans des accusations répétées partout où le fédéralisme trouvait des partisans, ils insistaient sur le fait que leur lutte était contre le désordre, contre la distorsion et la destruction éventuelle de la Révolution par des « malveillants » et des « anarchistes », par des « gens sans aveu » – le vocabulaire fédéraliste a une monotonie propre à lui – qui semaient leurs ravages dans les sections parisiennes et qui avaient réussi à dominer la « faction » jacobine au sein de la Convention. Les députés montagnards étaient réduits au rôle peu flatteur de porte-paroles de cet esprit anarchique, et ceux d'entr'eux qui furent envoyés en mission aux départements devenaient des « proconsuls », des hommes sans intégrité, des créatures de la pègre parisienne. Cette attitude est bien formulée dans le texte d'une adresse

---

5. P.-R. CHOUDEU, *Mémoires et notes*, p. 246.

de deux commissaires fédéralistes (Hallot de la Gironde, et Fonville de Bouches-du-Rhône) aux membres du conseil départemental de la Drôme. A leur avis, une « insurrection générale » était devenue nécessaire pour organiser la résistance provinciale à l'oppression parisienne. Une insurrection, mais en aucun cas une insurrection « fédéraliste » : car, protestaient-ils, ils n'étaient point des fédéralistes. « Que vous proposons-nous ? Est-ce de morceler la République, de vous agréger à une section du peuple français, pour vous isoler de l'intérêt commun et procurer dans l'état plusieurs centres de puissance, d'action, de mouvement ? A ces traits seuls reconnaissons le fédéralisme ». Au contraire, ce qu'ils voulaient était une France plus unie et plus harmonieuse : « Nous voulons que tous les Français, soumis aux mêmes lois, animés des mêmes principes, unis d'un même lien, dirigés vers un même but, fondent par leur toute-puissance, par l'exercice indivisible de leur souveraineté, un gouvernement libre nécessairement un, nécessairement homogène, la République une et indivisible. »<sup>6</sup>

Quelles leçons devons-nous tirer de ces protestations ? Il est certain que la plupart de ces hommes se considéraient comme de bons révolutionnaires, comme les seuls même qui étaient voués à la défense de la vraie Révolution française, celle consacrée par la Constitution de 1791. Ils réagissaient contre la propagande jacobine, tout comme ils avaient réagi contre l'arrestation du Roi en août 1792. En bons bourgeois provinciaux, les chefs du mouvement étaient obsédés par la légalité constitutionnelle des changements qui s'annonçaient de Paris ; ils appréciaient mal le rôle de Marat, de la presse populaire de la capitale, des idées « anarchistes » des sans-culottes. Ils se convainquaient facilement que le problème fondamental était Paris lui-même, avec ses foules indisciplinées et ses sectionnaires fanatiques. D'où la solution proposée à Marseille, à Bordeaux et ailleurs, que la Révolution serait sauvée si la Convention se laissait transférer de la capitale dans une ville calme et neutre, loin des assemblées populaires de Paris qui produisaient tellement de motions extrêmes et farfelues. Mais il serait irréaliste d'essayer d'expliquer le fédéralisme dans un cadre national, ou d'insister sur l'importance d'une loyauté politique envers les Girondins. A Bordeaux, il est vrai, le sort des députés évoquait plus d'intérêt, mais là les circonstances étaient en quelque mesure exceptionnelles. Vergniaud, Guadet et leurs collègues étaient, à Bordeaux comme nulle part ailleurs, des représentants locaux, qui jouissaient d'amitiés serrées dans le monde du barreau et du grand négoce, avec lequel ils avaient tenu une correspondance de plus en plus frénétique pendant les mois de leur mandat parlementaire<sup>7</sup>. Ailleurs il est plus difficile de lier la révolte municipale au sort de la Gironde. A Marseille, par exemple, tout comme à Lyon, les insurgés n'attendaient pas les nouvelles

6 A.N., AF II 43 « Adresse des citoyens Hallot et Fonville à leurs frères du département de la Drôme » (imprimé, 1793).

7 A. FORREST, *Society and politics in Revolutionary Bordeaux* (Oxford, 1975), p. 99.

de Paris en saisissant le contrôle de leur ville. Les vraies racines du mouvement sont donc à chercher dans la politique marseillaise elle-même. En tout cas, la révolution jacobine du 2 juin ne peut pas fournir une explication du problème le plus fondamental dans cette affaire de fédéralisme – celui de l'autonomie évidente des réponses qu'elle suscitait. Bref, pourquoi y avait-il une insurrection fédéraliste dans certaines villes et dans certains départements seulement ? Pourquoi la rébellion éclata-t-elle, par exemple, dans les Bouches-du-Rhône plus que dans l'Isère, dans le Vaucluse plus que dans la Drôme ? Et pourquoi, même dans le sein d'un seul département, y avait-il des différences frappantes entre ville et ville, entre commune et commune ? Même dans les départements les plus fédéralistes, les Jacobins pouvaient compter sur un soutien local – à Salon dans les Bouches-du-Rhône, à la Réole dans la Gironde, à Saint-Etienne dans le Rhône-et-Loire. Ces réactions contradictoires ne peuvent guère être expliquées dans le seul contexte de la politique nationale.

Plus on examine de près le problème du fédéralisme, plus on se convainc que les origines du mouvement sont à trouver au-dedans des communautés elles-mêmes – dans leur histoire révolutionnaire, dans les rancunes qui en subsistaient, dans les personnalités de leur politique locale et régionale. Les grandes villes qui choisissaient la voie du fédéralisme ne le faisaient pas au hasard, sans cause ni prémisses. Chacune d'entr'elles avait déjà subi une expérience de révolution déchirante, de sorte que le fédéralisme pouvait se présenter comme une façon de regagner un juste milieu. A Caen, par exemple, on se persuadait facilement que les Montagnards étaient sur le point d'établir une dictature et d'éliminer ceux qui avaient soutenu la constitution. Il n'y avait aucune question de lutte sociale à Caen ; les bons bourgeois du Département et de la municipalité étaient entièrement d'accord avec les artisans des sections et des sociétés populaires. Mais dès l'automne de 1792 la communauté avait été divisée en factions opposantes, et sur ces divisions se développaient les racines du futur fédéralisme<sup>8</sup>. A Lyon, bien sûr, la révolte était dirigée, non pas contre les Jacobins de Paris, mais contre Chalier et les dirigeants jacobins de la municipalité de la ville. Le fédéralisme n'était autre chose qu'un contre-coup lancé par des hommes exclus du pouvoir contre un jacobinisme municipal jugé dominateur et menaçant. Ses origines sont à trouver, non pas dans la Convention, pas même dans l'arrivée à Lyon de deux représentants en mission, mais dans la fragmentation et le manque de modération qui marquaient la politique municipale<sup>9</sup>. Les autres fédéralismes municipaux se ressemblent, et de près. Alençon jouissait d'un calme relatif jusqu'au moment où la disette menaçait le bien-être de tous.

8. A. GOODWIN, « The Federalist movement in Caen during the French Revolution », dans *Bulletin of John Rylands Library*, 1960, pp. 313-6.

9. W. EDMONDS, « The rebellion in Lyon in 1793 » (Oxford D. Phil. 1979), pp. 146 ff.

encore une fois dans l'automne de 1792 ; dès ce temps-là les accusations entre modérés et radicaux, entre bourgeois et brigands, semaient une acrimonie profonde d'où naquit le fédéralisme ornaïs de Quatre-vingt-treize<sup>10</sup>. Le mouvement toulonnais était une révolution municipale lancée par les éléments plus conservateurs des républicains de la ville, en réponse aux excès des radicaux qui avaient usurpé le pouvoir en juillet 1792<sup>11</sup>. A Marseille, également, les sections modérées réagissaient contre ce qu'elles regardaient comme la dictature des clubs, des radicaux locaux, et des représentants-en-mission, quand elles arboraient l'étendard de la révolte et refusaient d'obéir aux décrets de la Convention jacobine<sup>12</sup>. Dans toutes les grandes villes fédéralistes, la révolte suit plus ou moins le même cours et répond aux mêmes provocations.

Mais quelles provocations ? Quelles étaient les circonstances qui brisaient l'unité de la politique républicaine dans une ville de province et qui en préparaient la révolte ? Souvent ce point critique est à trouver au cours de l'automne et l'hiver de 1792, quand l'accord général qui rejetait la monarchie constitutionnelle s'accompagnait de toute une série de querelles et de désaccords au sujet des priorités républicaines. Les clubs et les sociétés populaires, jusqu'alors unifiés et harmonieux, étaient accablés de divisions et de schismes politiques. Mais dans d'autres centres de révolte, y compris une large tranche de la France méridionale, ces divisions remontent beaucoup plus haut, aux premiers mois de la Révolution et surtout à 1790. Car c'était en 1790 que la Révolution cessait de répéter des platitudes universelles sur la liberté et la fraternité et commençait à imposer ses décrets et à percevoir ses impôts. Les questions contentieuses comme la religion et le recrutement remplaçaient peu à peu les phrases rassurantes sur les droits de l'homme et les proclamations contre les royalistes et les émigrés. Bref, le consensus facile des premiers mois était sacrifié, et l'innocence de Quatre-vingt-neuf était à jamais perdue. Les schismes pourraient prendre de multiples formes – divisions constitutionnelles, bien sûr, mais aussi divisions religieuses (comme à Uzès ou à Nîmes), ou divisions entre familles, entre clans, entre notables. Dans le Midi ces divisions étaient d'une âpreté extrême, reflet du niveau de violence dans la vie quotidienne et de la tradition de violence dans la politique communale. La modération y était rare, le degré de participation très élevé. Même les villages étaient relativement urbanisés, avec une implantation très dense de clubs et de sociétés populaires. Le tout servait à

10. P. NICOLLE, « Le mouvement fédéraliste dans l'Orne en 1793 », dans *Annales historiques de la Révolution Française*, 1936, pp. 498-9.

11. M.H. CROOK, « Federalism and the French Revolution : the revolt in Toulon in 1793 », dans *History* 65 (1980).

12. J. Burton CAMERON, jnr, « The revolution of the sections of Marseille : federalism in the Department of Bouches-du-Rhône in 1793 » (Chapel Hill Ph. D., 1971), pp. 175 ff.

politiser même plus carrément le discours du quotidien et à semer la discorde et la division dans les campagnes ainsi que dans les villes principales de la région.

Le fédéralisme doit être perçu comme un aspect de cette violence généralisée dans la communauté méridionale. En effet, les communes qui avaient joui d'une histoire révolutionnaire paisible entre 1789 et 1793 ne se donnaient que rarement à une expérience sanglante de fédéralisme. Car à maintes reprises, la révolte était saisie par des gens mécontents et exclus du pouvoir comme le prétexte dont ils avaient besoin pour exercer leur vengeance sur ceux qui leur avaient fait tort. Un conflit modéré-radical en 1790 faisait fréquemment place dès 1793 à un conflit fédéraliste-montagnard. C'est une tendance qui est surtout répandue dans le fédéralisme villageois, du type qui ravageait les bourgs et petites villes des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse. Dans cette région, des dizaines de villages tombaient en proie aux cajoleries des commissaires marseillais pendant la première quinzaine de juin, acceptant de fermer leur club ou de le transformer en section pour satisfaire aux exigences de Marseille. Pourquoi cet enthousiasme, cette véritable ruée pour marcher côte à côte avec les Marseillais ? En partie, sans doute, à cause de la réputation révolutionnaire de la cité phocéenne, réputation renouvelée par le rôle des fédérés de Marseille pendant la journée glorieuse du Dix août. Au cours des trois premières années de la Révolution, le Club de Marseille avait prêché une politique radicale dans toute la région, en sorte que les Provençaux étaient déjà accoutumés à suivre l'exemple et les conseils marseillais. L'effet de ces « pèlerinages » avait été de créer dans le sud de la France le mythe que la Révolution, la vraie, était celle de Marseille, que Marseille et non pas Paris était la véritable capitale politique de la nouvelle France<sup>13</sup>. Quand les Marseillais arrivaient en juin 1793 pour prêcher le fédéralisme, donc, pourquoi douter de leur sagesse ? Quelques communes semblaient prêtes à tout faire sans question ni arrière-pensée. A Courthéson, par exemple, les élus accueillaient chaleureusement les commissaires de Marseille, tout comme en août 1792 ils avaient fait monter un piquet pour recevoir les fédérés en route pour Paris. Ils acceptaient même d'établir une section d'après les exhortations de leurs invités, sans vraiment comprendre la signification de leur action. Car le 7 juillet, ils semblaient apprécier que leur société populaire soit désormais « unie à la section pour ne faire qu'une même assemblée une et indivisible » ; mais deux semaines plus tard, ils professaient de ne plus savoir si la société existait toujours ou si elle avait été dissoute<sup>14</sup>. La commune de Vénasque démontrait une foi même plus

13. H. JOHNSON, *The Midi in revolution : a study of regional political diversity, 1789-93* (Princeton, 1986), passim.

14. A. D. Vaucluse, 6 L 25, registre des délibérations de la société populaire de Courthéson, 1793.

touchante. Quand les Marseillais lui demandaient de former une section et de se joindre à eux dans leur lutte anti-jacobine, le conseil municipal appela tous les villageois à se réunir pour délibérer sur la crise politique. Sans même ouvrir le paquet de pamphlets en provenance des sections marseillaises, Vénasque leur donna son adhésion, acceptant l'idée que Marseille avait déjoué « un complot horrible », formant sa section et lui donnant de larges pouvoirs en matière de police, et exprimant la reconnaissance de tous à « nos seurs les sections de Marseille »<sup>15</sup>. Pour ces villageois, qui manquaient d'expérience des questions nationales, ce que leur proposaient les Marseillais était doté d'une valeur et d'une vertu immédiates. Comme l'exprima si bien Jean-Andéol Coste, accusé d'avoir encouragé les jeunes gens de son village de Camaret à s'incorporer dans les bataillons marseillais contre Paris, « la fière cité de Marseille doit être toujours notre modèle et notre boussole »<sup>16</sup>. S'il y avait une « croisade du Midi » contre les Parisiens, c'était assurément Marseille qui lui donnait sa structure et sa direction.

Mais les détails du quotidien servent à démentir toute idée de croisade. Les réponses des communes du Vaucluse sont, bien sûr, formulées en termes politiques, en imitation du langage standardisé des Girondins dans la Convention. Elles se servent des mêmes symboles, des mêmes totems pour exprimer leur dégoût et leur peur pour l'avenir. Les Jacobins parisiens, l'anarchie des faubourgs, les terroristes à Paris et en mission dans les départements, voilà les cibles préférées des sections villageoises. Et surtout Marat, le liberticide symbolique pour les Marseillais et pour tous leurs disciples. A L'Isle, par exemple, on essayait d'imposer un serment à tous les jeunes hommes de la commune, de marcher sur Paris, de libérer la Convention de sa tyrannie, et « de ne pas revenir de Paris sans avoir exterminé tous les brigands et guillotiné Marat et ses adhérents ». Pourquoi ce choix universel de Marat ? Parce que, dans ces villages méridionaux, on s'était convaincu que les Jacobins voulaient détruire la République, qu'ils « s'engraissent de la substance du peuple, ils veulent un roi, et Marat, l'infâme Marat, est celui sur la tête de qui ils veulent mettre la couronne »<sup>17</sup>. Mais derrière cette rhétorique, on trouve un désir de sang et de vengeance plus proche de la propre expérience des villageois, et donc plus réel. Les plaidoyers souvent répétés pour la restauration du « bon ordre » sont souvent accompagnés de dénonciations de terroristes locaux ; et les Marseillais sont fréquemment priés de libérer la commune d'une tyrannie exercée dans le village même – par des Jacobins du coin, des patriotes trop factieux, des terroristes dans leur propre sein. A Malaucène, les sectionnaires se réjouissaient ouvertement du meurtre de plusieurs patriotes du village, et

15. A.D. Vaucluse, 6 I. 47, registre des délibérations de la section de la commune de Vénasque, mai-juin 1793.

16. A.D. Vaucluse, 8 I. 26, commune de Camaret, dossier Jean-Andéol Coste.

17. A.D. Vaucluse, 8 I. 34, commune de L'Isle, interrogations.



dans beaucoup de communes l'accueil donné aux Marseillais cachait mal l'espoir de voir guillotiner leurs ennemis<sup>18</sup>. Dans ces villages vauclusiens, comme parmi les sectionnaires de Lyon ou de Marseille, il est difficile de voir de véritables modérés ou amis du bon ordre. Quelques-uns d'entr'eux étaient des contre-révolutionnaires acharnés qui cherchaient à continuer sous l'égide du fédéralisme une bataille qu'ils avaient commencée en 1789 ou en 1790. Et partout c'est la mémoire du passé qui est prédominante. On se souvenait facilement des insultes réelles ou imaginées subies depuis la Révolution – comme à Salon et à Martigues, où une bataille entre voisins pour avoir le chef-lieu de district semait une discorde ineffaçable qui continuait sous un autre nom en Quatre-vingt-treize<sup>19</sup>. On cherchait sous l'enseigne des Marseillais à se débarrasser de la domination d'une faction jacobine jugée attentatoire aux intérêts des gens de bien. Ou bien on voulait rétablir son autorité dans une communauté où on avait souffert l'humiliation d'avoir été dénoncé et désarmé par les clubistes. Les fédéralistes avaient beau se cacher derrière un langage de principes et de valeurs séculaires. Derrière cette façade on sent trop fréquemment l'esprit de vengeance et de vendetta.

Quelles conclusions devrait-on en tirer ? Que le « fédéralisme » n'était en rien un mouvement unifié, même dans une région si clairement désignée que celle du Comtat et de l'ancienne Provence. Qu'il y avait sous le même drapeau une multitude de causes et de vengeances, surtout dans un pays où les patriotes avaient fait preuve d'une fureur sanglante dans leur extirpation de tout signe de contre-révolution. Et que le rôle d'un seul individu – comme celui de Payan, le procureur-général-syndic à Valence qui résistait si habilement aux tentations du fédéralisme dans la Drôme – pouvait être décisif. Dans beaucoup de villages, on se rappelait facilement les excès des terroristes rouges comme Jourdan Coupe-Têtes, et les victimes avaient envie de faire souffrir les autres à leur tour. À cet égard les réactions des villageois n'étaient pas très différentes de celles de leurs compatriotes urbains. A Grillon dans le Vaucluse, par exemple, les factions anti-jacobines étaient déjà établies et prêtes à s'arroger le pouvoir bien avant l'arrivée des Marseillais. Pour ces notables villageois, le fédéralisme n'était que la continuation sous un autre nom de leur lutte contre les clubistes, lutte qui avait longtemps sévi dans une communauté notée pour son « incivisme » et pour l'influence disproportionnée de « coquins » et d'extrémistes<sup>20</sup>. Mais est-ce que la situation à Grillon était vraiment si différente de celle de Toulon, de Nîmes, ou de Marseille ? Partout c'était la politique municipale qui était déterminante, non pas la politique nationale. Ce qui ne devrait pas nous surprendre. La France était loin d'être un pays moderne et homogène,

18. A.D. Vaucluse, 8 L 36, commune de Malucène, interrogations.

19. H. GAY, « Le district de Martigues-Salon : luttes politiques et luttes de clocher sous la Révolution », dans *Provence Historique* 14 (1964).

20. A.D. Vaucluse, 8 L 25, commune de Grillon, interrogations.

pays sur lequel on pouvait imposer sans difficulté tout l'appareil gouvernemental qui était la Révolution française. Les autonomies, les structures autarciques, resteraient longtemps après la chute de Robespierre. Pour beaucoup de Français, même dans les grandes villes de province, les affaires de clocher restaient plus importantes, plus immédiates, que les affaires de la nation. Et le défi fédéraliste était, par excellence, une affaire de clocher : Robespierre, Marat et la Convention n'y jouaient qu'un rôle très secondaire. C'est cela qui explique son accueil dans les communautés du Midi, communautés urbaines ainsi que rurales. C'est cela aussi qui le rendait si dangereux. Exagérer son contenu idéologique, ou l'expliquer en termes de lutte de classes ou de croisade méridionale, c'est mal comprendre la France du dix-huitième siècle et risquer de faire les mêmes fautes que faisaient les Jacobins eux-mêmes.

Alan FORREST.